

Leur force, c'est la solidarité !

Depuis 4 ans, la lutte des GoodYear met à genoux la multinationale US.

Depuis 4 longues années, un bras de fer d'une rare violence oppose la direction de la multinationale américaine GoodYear aux salariés organisés avec un syndicat CGT de masse, de classe.

L'arrogance et l'imbécilité dont fait preuve la Sté GoodYear sont incompréhensibles !

Que de gâchis humains et financiers en 4 ans de ces dirigeants qui, refusant l'échec, s'entêtent à vouloir imposer leurs diktats au mépris des règles de base du droit du travail.

Des dizaines de millions d'Euros ont été dilapidés, gâchés ces 3 dernières années au nom d'un projet qui représente des miettes par rapport aux dépenses engagées !

Tout a commencé début 2007 avec l'annonce d'un projet de fusion entre les deux usines d'Amiens (ex DUNLOP et GOODYEAR) séparées par un grillage.

Problème, la direction entendait faire accepter l'inacceptable aux salariés :

- 450 à 500 puis 800 suppressions d'emploi,
- Travail en continu en 4x8 suivant des rotations de 2 jours matin / 2 jours après-midi / 2 soirs / 2 repos, etc. Eclatant leur vie familiale en plus de la perte de revenus.

Un investissement de 52 millions d'euros sur les 2 usines seulement si les 2 conditions ci-dessus étaient acceptées.

Un chantage inacceptable et totalement refusé par les salariés.

Après dix réunions d'un groupe de travail de négociations, au cours desquelles la CGT a fait des propositions constructives, la direction

impose unilatéralement un référendum, sans aucune concertation !

C'est le début de l'action collective, du bras de fer, les jours du référendum fixés les 14 & 15 septembre 2007, la grève est décidée mettant en échec la direction.

Après négociations entre direction et syndicats, **un référendum démocratique est organisé le 20 octobre 2007 sur le projet patronal : 64 % du personnel rejettent le projet patronal.**

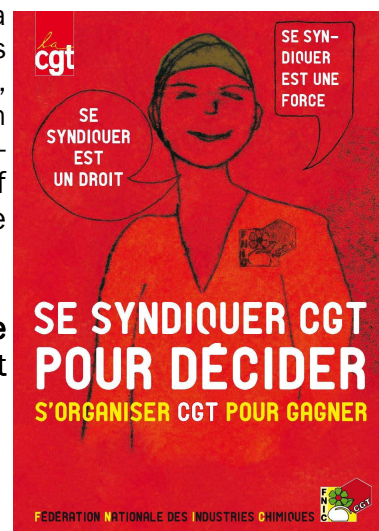
Dans la lancée, la CGT gagne l'embauche en CDI des intérimaires de longue durée présents sur le site.

Les dirigeants de GoodYear méprisants, méprisables, refusent la démocratie des urnes, développent un climat de peur, de menaces, médiatisent leur chantage : 4x8 et investissements ou ... menaces sur l'avenir de l'usine.

Le Ministère du Travail organise une réunion à Paris, sans assumer ses responsabilités, laissant le patronat de GoodYear agir sans aucun respect du droit du travail. **Une multitude de décisions de divers tribunaux ont condamné la Sté GoodYear sans que le Ministère du Travail ne lève le petit doigt pour aider les salariés, leurs représentants.**

Mickaël WAMEN, secrétaire général du syndicat CGT GoodYear, à la tête du combat, est pris pour cible par le patronat, convoqué pour "sanction disciplinaire" par ce patronat voyou avec l'objectif évident (*mais idiot*) de faire peur aux salariés.

L'action s'organise avec un moment fort le 12 février 2008.



Mars 2008, la direction change sa stratégie, abandonne son projet de fusion des deux établissements DUNLOP & GOODYEAR et engage des négociations séparées sur chacun des deux sites.

2 mois après, la direction obtient la signature d'un accord 4x8 sans consultation des salariés sur le site de DUNLOP avec la complicité de pseudo syndicalistes.

La Fédération, l'Union Départementale CGT, l'Union Locale CGT, excluent de l'organisation les syndicalistes signataires et complices de la direction.

Sur le site GOODYEAR, la direction amplifie la pression, le chantage, confrontée à une résistance massive des salariés, dont la dignité et le courage sont exemplaires.

Les GOODYEAR sont restés debout, unis, solidaires, dans la lutte pour défendre leurs droits, leur vie familiale.

Une fois encore en échec, la direction organise seule un référendum, par correspondance, sans règle de contrôle démocratique de savoir qui vote, avec la complicité de la DDTE, un dépouillement encadré par les forces de police est organisé en grande pompe dans un hôtel luxueux d'Amiens.

La CGT appelle au boycott, au refus de voter. 820 salariés sur 1400 refusent de voter. Et parmi ceux qui ont voté, plus d'1/3 disent NON au projet patronal.

Face à la dictature patronale qui voulait passer outre l'avis des salariés, la CGT appelle à la grève. La direction décide d'imposer



un lock-out de l'usine en fermant les portes, mesure totalement illégale mais que les pouvoirs publics laissent faire.

Après 6 jours de bras de fer, l'usine est ouverte, l'action se poursuit sous diverses formes, toujours massive, comme celle du 22 juillet à l'hôtel Carlton à quelques jours des congés bien mérités.

Dès le retour des vacances, **la direction engage la répression en s'attaquant une fois encore à la tête de la CGT, à Mickaël WAMEN**, secrétaire général, à qui elle inflige 3 journées de mise à pied et une plainte au Tribunal Correctionnel.

C'est vrai qu'aux USA, le pays de la liberté d'exploiter, le patronat n'a pas l'habitude de se confronter à autant de résistance, de solidarité.

Solidarité exprimée avec l'action nationale le 16 septembre 2008 devant les portes de GoodYear avec les Michelin, Kléber, Plastic Omnium, Ford, suivie par 95 % des salariés en grève.





Durant des mois, la lutte, le bras de fer, se poursuivent, avec procédures juridiques de part et d'autre, les salariés toujours unis avec leur syndicat CGT face à un patronat avide de revanche, utilisant toutes les "bassesses", chantages, pressions, brimades, milice privée dans l'entreprise, accusant, salissant la CGT, ses délégués.

Subissant échec sur échec, la direction modifie une fois encore sa stratégie, décide d'annuler son projet pour engager la séparation juridique du site de DUNLOP de la Société GOODYEAR. Elle poursuit sa campagne calomnieuse contre les délégués pesant de toutes ses forces pour que les salariés se détournent de la CGT aux élections professionnelles des 20 & 21 mars 2009.

Résultat : la CGT est renforcée en obtenant la confiance des salariés avec 100 % de sièges dans le collège ETAM et 85 % dans le collège Ouvrier.

Une gifle magistrale à la direction et son projet de recul social.

Avril 2009, la direction est changée, un nouveau PDG est installé.

Les GoodYear restent mobilisés, faisant bloc avec leur syndicat CGT. Ils agissent solidairement avec les Continental. Le 17 juillet, au siège GoodYear, 700 salariés sont dans l'action lors du CCE.

L'annonce d'un 3^{ème} projet tombe avec l'annonce de 817 suppressions d'emplois, la fermeture de l'activité Tourisme et un projet de reprise du

secteur Agraire par une multinationale US TITAN sans aucune information sur le projet.

Le 4 août 2009, un salarié d'une entreprise sous-traitante meurt au travail électrocuté dans l'usine GoodYear Amiens.

La CGT réagit dès la reprise. Les élus au CHSCT, avec les salariés, déclarent l'usine en situation de danger grave et imminent, se placent en situa-

tion de retrait, stoppant la production pendant quelques jours jusqu'à ce que les conditions de sécurité soient vérifiées.

Le 2 septembre, le Tribunal invalide l'accord des 4x8 dans l'usine DUNLOP pour non respect de la Convention Collective du Caoutchouc.

Le 17 septembre, action nationale à l'appel de la Fédération Nationale des Industries Chimiques et de la Fédération de la Métallurgie à la Bourse de Paris.

600 salariés de GoodYear se joignent aux 5000 participants venus des 4 coins de France pour exiger une véritable politique industrielle garantissant, sécurisant nos emplois.

Quelques jours plus tard, le Tribunal donne une fois de plus raison à la CGT en annulant la procédure de licenciements et restructurations. Un médiateur est désigné par le Tribunal avec mission d'instaurer un dialogue avec la direction et que celle-ci dévoile s'il y a ou pas un projet industriel sur le secteur Agraire avec TITAN.



La direction refuse, ou est dans l'incapacité d'expliquer le projet TITAN, et décide de faire appel au tribunal pour poursuivre le projet de suppression des 817 emplois.

Le 27 janvier 2010, le tribunal déboute la direction l'empêchant de mettre en œuvre son projet de licenciements.

Une victoire qui vient consacrer 3 années de luttes, de victoires, 3 années d'échecs pour la direction.

L'ensemble des salariés, par leur union, avec la CGT, a maintenu leur travail, mis en échec la société GoodYear.

S'il reste un peu d'intelligence aux dirigeants de la société, il est temps qu'ils débattent dans le respect du débat démocratique.

Ils paient chaque mois près de 3 millions d'Euros de masse salariale dans une usine qu'ils refusent de faire fonctionner ! Tournant à 20 % de ses capacités.

Un gâchis financier, cumulé depuis 3 ans. Gigantesque, grotesque, sans commune mesure, avec les petites économies qu'ils voulaient faire avec les 4x8.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT est fière et salue le coura-

ge, la lucidité, les valeurs de solidarité, dont ont fait preuve l'ensemble des salariés, des syndiqués et des militants CGT.

Leur combat démontre que seule la lutte paie.

Oui, par la lutte, ils ont toujours leurs emplois et ne sont donc pas au chômage !

Cette bataille met en lumière aussi combien il y a urgence à élargir les solidarités de luttes autour des GoodYear **pour imposer d'autres choix, porteurs de sécurité pour nos vies, nos emplois, face à un patronat voyou qui méprise les valeurs humaines.**

Politique industrielle garantissant nos emplois, le tissu industriel local et national ; revalorisation des salaires et classifications, contribuent à sécuriser nos droits, les ressources financières de notre protection sociale, nos retraites.

La bataille des Goodyear montre qu'il n'y a qu'une bataille qu'on ne gagne pas, c'est celle qu'on ne mène pas.

La bataille des Goodyear prouve que le syndicalisme de classe, de masse, est porteur d'alternatives pour que le progrès social durable soit le moteur de l'économie pour répondre aux besoins de la population.

Allons - y ensemble !

Organisons-nous CGT partout pour être plus efficaces, gagner sur nos revendications.

Pour notre avenir, nos droits, la lutte continue !

